



Nevers, CDEN du 20 février 2025,
Madame la préfète,
Monsieur le président du conseil départemental,
Madame la directrice académique,
Mesdames, messieurs les membres du CDEN,

Cette instance de carte scolaire se tient dans un contexte budgétaire fragile et marqué par des annonces contrastées. L'annulation de la suppression de 4 000 postes d'enseignants, la création de 2 000 postes d'AESH constituent des évolutions positives. Cependant, ces mesures demeurent insuffisantes pour répondre aux besoins immenses de l'École et de ses personnels.

Pour l'UNSA Éducation, un changement de braquet est indispensable pour regagner la confiance et donner de nouvelles perspectives à notre système éducatif.

Comme chaque année, le couperet brutal des annonces de dotations se poursuit. Et l'impact sur la ruralité est toujours très lourd.

Oui, nous sommes bien conscients que notre département subit une diminution d'élèves, mais une fois de plus, n'est-ce pas l'occasion de permettre à nos futurs citoyens nivernais de bénéficier de meilleures conditions d'apprentissages ?

Ce sont donc 9 suppressions de postes qui sont prévues dans le premier degré. Nous déplorons cette situation. Le seul indicateur qui est utilisé, le fameux P/E, est certes en augmentation, mais les effectifs par classe continuent, eux aussi, de croître dans presque toutes les circonscriptions. Cela nous montre que le nombre d'enseignants qui ne sont pas devant élèves augmentent également. La création de postes « hors classe » est-elle un signal positif alors que cela engendre forcément des fermetures de classe ?

Dans le projet départemental, que nous avons reçu seulement quelques jours avant l'instance initiale, de nombreuses suppressions de mesures provisoires apparaissent aux cotés de mesures conditionnelles. Ce document est complet mais complexe, nous vous rappelons que nous sommes demandeurs d'un tableau synthétique et plus lisible faisant apparaître la balance entre ouvertures et fermetures afin de faciliter le travail de tous les membres du CDEN.

Pour conclure, nous voulons rappeler que l'École a besoin d'une trajectoire claire et ambitieuse, concertée avec les partenaires sociaux. Si l'École est une priorité pour le gouvernement, il est temps de transformer les déclarations d'intention en actes concrets. Une politique éducative efficace doit allier des moyens renforcés à une vision à long terme, intégrant toutes les dimensions de la réussite éducative : effectifs, remplacement, formation initiale et continue, accompagnement spécialisé, et reconnaissance des personnels.

L'UNSA Éducation est convaincue que la baisse des effectifs élèves peut et doit être une chance pour notre système scolaire. Mais pour cela, il faut sortir d'une logique purement comptable et penser à l'intérêt général. Les personnels attendent des décisions justes et éclairées, qui répondent aux besoins concrets des écoles et des élèves de la Nièvre.

Les représentants des personnels UNSA Education